

Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 - Villeurbanne Cedex

Marché public de services

Refonte de la Bibliothèque numérique de l'Ensib

Procédure adaptée












En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :

31 juillet 2025 à 17h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : Refonte de la Bibliothèque numérique de l'Enssib</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques 17-21 boulevard du 11 novembre 1918 69623 - Villeurbanne Cedex</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Le marché est divisé en 2 lots. Les candidats doivent postuler aux deux lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>Les informations concernant les variantes sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 72130000-5 : Services de conseil en aménagement de site informatique</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.	Objet de la consultation	4
1.2.	Codes CPV.....	6
1.3.	Durée.....	6
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
3.1.	Procédure de passation.....	7
3.2.	Allotissement.....	7
3.3.	Négociation	7
3.4.	Renseignements complémentaires.....	7
ARTICLE 4.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
4.1.	Dossier de candidature	7
4.2.	Sous-traitance	8
4.3.	Groupements d’opérateurs économiques	9
ARTICLE 5.	PRÉSENTATION DE L’OFFRE	10
5.1.	Présentation du dossier d’offre.....	10
5.2.	Variantes	10
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles	10
5.4.	Délai de validité	10
ARTICLE 6.	CRITÈRES D’ATTRIBUTION ET CHOIX DE L’OFFRE	11
ARTICLE 7.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	12

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des services : Refonte de la Bibliothèque numérique de l'Enssib.

L'Enssib, École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. L'Enssib assure une mission nationale de formation supérieure, initiale et continue, de cadres de bibliothèques et de la documentation des secteurs publics et privés.

L'école développe également une riche activité en matière de recherche, de relations internationales et de valorisation culturelle et scientifique et propose des services et ressources à destination des communautés professionnelles des bibliothèques et de la documentation. Éditeur public de référence dans le paysage de l'édition professionnelle des sciences de l'information et des bibliothèques, l'École édite des ouvrages aux Presses de l'Enssib et publie le Bulletin des bibliothèques de France et la revue de recherche Balisages. À travers son projet d'établissement, l'Enssib a fait de la Science ouverte un axe de travail structurant pour la période 2022-2026 et s'est dotée d'une Charte en faveur de la Science ouverte, construite en cohérence avec les recommandations du Second Plan National pour la Science ouverte.

L'école s'engage également, à travers la charte Sciences et Société, à impulser une dynamique autour de la médiation du patrimoine scientifique et du rôle des bibliothèques dans la conservation, la mise à disposition et la valorisation de ce patrimoine.

L'Enssib est membre du Réseau des écoles de service public et membre associé de l'Université de Lyon.

Quelques chiffres :

- 2 formations initiales post-concours bibliothécaires et conservateurs d'État et de la Ville de Paris
- 2 diplômes d'établissement : Cadre opérationnel des bibliothèques et de la documentation et Diplôme universitaire en sciences de l'information et des bibliothèques
- 3 masters : mention Sciences de l'information et des bibliothèques, mention Histoire - Civilisations – Patrimoine, mention Humanités numériques
- 80 modules de formation tout au long de la vie
- 50 étudiants et élèves
- 1 200 stagiaires en formation continue
- 300 formateurs
- 91% d'insertion professionnelle tous masters confondus
- 80 modules de formation continue
- 130 titres aux Presses de l'Enssib

Le site web de l'Enssib fournit de nombreuses informations complémentaires : <https://www.enssib.fr/>

.

Résultant d'un développement spécifique, la bibliothèque numérique est l'un des dispositifs d'information mis en œuvre par l'Enssib.

La bibliothèque numérique a été conçue et développée en interne en 2006. Elle a connu en 2013 une première refonte, réalisée à nouveau par les équipes de l'École.

Cette bibliothèque numérique réunit plus de 48.000 documents, produits ou collectés par l'Enssib, organisés en 12 collections distinctes. En 2023, elle a totalisé 3.543.421 vues (1.847.354 vues uniques) avec des taux de consultation (ratio statistiques d'utilisation/nombre de données publiées) très variés suivant les collections, ce qui fournit d'importantes indications sur les publics utilisateurs.

La nouvelle refonte de la bibliothèque numérique est inscrite au cœur du projet d'établissement *EXPERT* 2026 : elle relève à la fois du volet « Bibliothèque et documentation » et du volet « Gouvernance et numérique ». Elle est associée au jalon 9 - Avoir totalement refondu la bibliothèque numérique dont l'échéance est fixée à 2026. Ce jalon est également présent dans le contrat pluriannuel 2022-2026 dans l'axe 2 « Développer le projet scientifique de l'Ensib pour consolider son modèle organisationnel et économique » avec l'objectif 6 de construire les références des communautés professionnelles de l'école.

Ce projet est rattaché au programme participatif transversal Données et Science ouverte (DSO) qui s'inscrit dans le double cadre du Plan national pour la Science ouverte promulgué par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et des feuilles de route ministérielles sur la politique de la donnée, des algorithmes et des codes sources.

Lieu de prestation du service : Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 17-21 boulevard du 11 novembre 1918, 69623 Villeurbanne Cedex

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Bibliothèque numérique":

La bibliothèque numérique de l'Ensib répondra aux principes de la science ouverte et aux exigences de de l'accessibilité. Ainsi, outil de valorisation de savoirs professionnels et de recherches académiques elle sera co-construite avec les usagers et les utilisateurs professionnels. Elle se présentera comme une plateforme attractive qui facilite l'accès et la découvrabilité des ressources proposées par l'Ensib, dans leur diversité, leur richesse et leur singularité. Elle constituera un outil de diffusion unique qui rassemble les communautés professionnelles et de la recherche en sciences de l'information et en histoire du livre et positionne l'Ensib comme un acteur de la Science ouverte. Elle sera donc aussi outil commun utilisé de manière transversale par tous les services producteurs de l'Ensib qui sera évolutif, ouvert et capable d'intégrer les transformations numériques (induites par l'intelligence artificielle par exemple), de s'adapter aux nouveaux standards et de s'articuler avec d'autres plateformes.

Le projet de refonte de la bibliothèque numérique poursuit les objectifs suivants :

- Rendre les publications de l'Ensib plus accessibles et créer les conditions favorables à une plus grande consultation des sites de l'Ensib
- Contribuer au maintien voire au développement des flux de consultation des sites de l'Ensib
- Garantir la pérennité de l'accès aux ressources signalées par l'Ensib
- Assurer la lisibilité et la pertinence d'OPENsib sur la durée
- Répondre aux attentes et besoins des usagers
- Garantir l'accessibilité numérique de toutes les interfaces publiques
- Offrir et disposer des résultats de veille automatisés
- Prendre en compte les enjeux de l'intelligence artificielle

Les prestations attendues au titre du lot 1 sont :

La mise en œuvre et le paramétrage :

- Du gestionnaire de bibliothèque numérique Omeka S, d'un serveur OAI et des dispositifs d'interopérabilité
- Des sites de consultation de la bibliothèque numérique comprenant :
 - la définition d'une architecture technique complète (pour les aspects réseau, matériels et logiciels),
 - la formation,
 - l'assistance au déploiement,
 - la reprise des métadonnées et des documents numériques,

- la documentation et les livrables,
 - le cas échéant, les développements spécifiques permettant d'adapter le système fourni aux contraintes de gestion exprimées par le cahier des charges.
- Le marché inclut également une mission de coordination technique

Lot 2 “Maintenance annuelle, hébergement”:

Les prestations attendues au titre du lot 2 sont :

- Hébergement de la bibliothèque numérique
- Maintenance, mise à jour et assistance utilisateur

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 72130000-5 - Services de conseil en aménagement de site informatique

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n° 1 : Bibliothèque numérique

71621000-7 - Services d'analyse technique ou services de conseil

Lot n° 2 : Maintenance annuelle, hébergement

1.3. Durée

Lot 1 “Bibliothèque numérique”

Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 19 mois.

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution :

Lot 2 “Maintenance annuelle, hébergement”:

Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 36 mois.

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

Délai d'exécution : 4 ans.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

Les candidats doivent postuler aux deux lots.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics:

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités

du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché;

- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure ;

2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	La décomposition du prix global et forfaitaire Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
4	Le mémoire technique
5	Cadre de réponse
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

La pièce financière doit être envoyée sous format excel ou calc sans modification de la structure du document (aucun ajout, suppression, fusion de colonne ou de ligne). Il est possible d'envoyer une copie de la pièce sous format pdf.

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
Lot 1 (Bibliothèque numérique)		100
1	La valeur technique évaluée au regard du cadre de réponse	30
	<i>Adaptation des solutions au contexte de l'Enssib, Prérequis techniques, Reprise des données, etc.</i>	
2	Mise en œuvre de la bibliothèque numérique	20
	<i>Planning de mise en œuvre équipe projet, prestations et livrables détail de la charge induite pour chaque phase et étape, etc.</i>	
3	Les prix et coût d'utilisation	20
4	Qualité de la réponse et le respect du cadre de réponse	20
5	Les critères environnementaux	10
	<i>Politique RSE du candidat</i>	
Lot 2 (Maintenance annuelle, hébergement)		100
1	Les conditions de suivi et d'assistance, de maintenance et d'évolution	30
	<i>Maintenance, aide et support, évolution, etc.</i>	
2	Les conditions d'hébergement	20
	<i>Disponibilité, sécurité, conformité réglementaire etc.</i>	
3	Les prix et coût d'utilisation	20
4	Qualité de la réponse et le respect du cadre de réponse	20
5	Les critères environnementaux	10
	<i>Politique RSE du candidat</i>	

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

L'analyse du critère prix se fera sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complété par le candidat.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Lyon

Tél. : 04 78 14 10 10

Fax : 04 87 63 52 50
Email : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Lyon
Tél. : 04 78 14 10 10
Fax : 04 87 63 52 50
Email : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.